Traduction du Mémorandum des cultes reconnus et de la laïcité pour les élections de 2019

*Mémorandum
à l'attention des présidents de tous les partis politiques représentés
dans les différents Parlements pour lesquels des élections sont
organisées le 26 mai 2019.*

Introduction

Depuis 2014, des représentants des convictions philosophiques (les cultes reconnus et la laïcité) se rencontrent régulièrement dans le cadre du Vlaamse Interlevensbeschouwelijke Dialoog [*Dialogue Inter-convictionnel flamand – traduction*] (VILD) sur divers aspects de la politique et de la société. Le 2 juin 2017, les membres du VILD ont signé une charte et une plate-forme de concertation a été installée entre les convictions philosophiques reconnues et le Gouvernement flamand. Le présent mémorandum pour les élections du 26 mai 2019 est le fruit de ce dialogue.

Les convictions philosophiques sont d'une importance majeure dans notre société. En tant que porteuses de sens, elles participent en effet, à sa construction. C'est une nécessité permanente dans une société ayant un bon niveau de prospérité, mais où l'isolement et la pauvreté demeurent des problèmes évidents. De nombreux bénévoles et professionnels qui donnent quotidiennement le meilleur d'eux-mêmes sont inspirés par leur conviction ; ils contribuent à la cohésion sociale. Le gouvernement devrait donc mesurer l'importance du rôle des convictions philosophiques et les traiter positivement.

Bien que plusieurs niveaux de compétence soient concernés par bon nombre de sujets traités dans le présent mémorandum, nous avons décidé de n'en rédiger qu'un seul.

I. Liberté et respect

L'état de droit doit préserver la liberté de conscience et la liberté d'expression qui en découle. Les cultes et les convictions philosophiques contribuent chacune de manière spécifique au débat sociétal dans un respect mutuel. Nous estimons que ces droits fondamentaux sont sous tension et demandons une attention particulière pour leur sauvegarde lors de la nouvelle législature.

II. La solidarité

1. Introduction

Qui a conscience de l'importance de la justice et de l'égalité des personnes comprend également le besoin de solidarité. C'est ainsi qu'une cohésion sociale s'établit d'où découle un soutien mutuel sur base de cette solidarité. De la dignité humaine découle entre autres le fait que notre solidarité ne peut pas se limiter uniquement au matériel : elle doit également viser le bien-être psychologique, social, spirituel et existentiel.

2. La pauvreté

Au cours de la législature écoulée, le Vlaamse Interlevensbeschouwelijke Dialogo a accordé à plusieurs reprises une attention particulière au problème de la pauvreté et souhaite continuer dans cette voie. Nous réitérons notre position aux nouveaux gouvernements à former pour les inviter à prendre des dispositions contribuant à renforcer l'égalité d'accès à l'éducation, au travail, au logement et aux soins décents (conformément à l'article 23 de la Constitution) et à soutenir les groupes qui y contribuent. Des ressources peuvent être créées à cet effet en travaillant structurellement sur un système financier et économique dans lequel chacun contribue selon ses moyens à l'intérêt général, par exemple par un système fiscal plus équitable pour les particuliers et les entreprises au niveau national et européen.

3. Réfugiés

Enfin, nous appelons à la pleine application de la Convention de Genève. Un accueil conforme à la dignité humaine doit être garanti à tous, en particulier aux plus vulnérables et aux enfants. Les communautés convictionnelles aimeraient participer à un dialogue sur l'asile, le logement et l'intégration.

III. Représentants des convictions philosophiques

En ce qui concerne les représentants des convictions philosophiques, des points d'attention existent dans cinq domaines.

1. Statut

Des améliorations s'imposent au statut des aumôniers / conseillers dans l'armée, les prisons, les hôpitaux et les institutions apparentées. A côté des médecins, des psychologues et des travailleurs sociaux, ils jouent eux-aussi un rôle important dans les soins intégraux, en particulier dans les situations qui touchent au sens de la vie.

2. Salaire

Nous plaidons pour un salaire des ministres des cultes et des conseillers moraux qui tienne compte de leur niveau d'éducation et de leurs responsabilités. Dans le système actuel, l'allocation de logement devrait être fixée de manière centralisée et comptabilisée pour la pension.

3. Reconnaissance des communautés religieuses locales

Nous appelons les gouvernements responsables à tenir compte de l'évolution de la société qui a conduit à l'existence d'un grand nombre de communautés religieuses locales non reconnues. Afin de garantir la sécurité juridique, les gouvernements régionaux devraient approuver les dossiers existants dès que possible, à condition bien entendu, qu'aucune lacune grave ne soit détectée. A l'heure actuelle, on constate plutôt une obstruction qu'un accompagnement positif. La reconnaissance d'une communauté religieuse locale doit bien sûr aller de pair avec la rémunération du ministre du culte.

4. Niveau d'accompagnement responsable pour les communautés convictionnelles

Les convictions philosophiques sont ouvertes à une concertation sur la question du niveau d'accompagnement le plus approprié pour la gestion financière et matérielle (comme les fabriques d'église) de la communauté convictionnelle locale concernée : le niveau communal, provincial ou régional.

5. Subvention pour l'organisme représentatif reconnu

Certaines villes n'autorisent pas les "fabriques d'église" à apporter une contribution financière à l'organisme représentatif reconnu si des déficits de cette fabrique d'église doivent être couverts/apurés. L'organe représentatif doit fonctionner, alors que maintenant la plupart des organismes représentatifs ne bénéficient d'aucun financement. Comme les organes représentatifs sont fédéraux, une intervention fédérale s'impose. Des critères doivent être définis afin d'éliminer les inégalités existantes.

IV. Conviction philosophique et neutralité

1. Introduction

Alors que le gouvernement doit être neutre à l'égard de toute religion ou conviction philosophique, un individu n'est jamais neutre. Dans le traitement des convictions philosophiques et dans un dialogue interconvictionnel, les convictions philosophiques doivent avoir la parole et celle-ci ne peut être laissée à un enseignant 'neutre' ou un journaliste. La société attache une grande importance à la possibilité de dialogue et de débat permanente entre partenaires égaux.

2. Éducation

Dans le cadre du dialogue interconvictionnel dans l'enseignement, les enseignants des différentes convictions philosophiques doivent rester impliqués et il est indiqué de maintenir deux heures de religion ou de morale non-confessionnelle, entre autres pour pouvoir travailler à la réalisation des compétences interconvictionnelles, comme convenu au Parlement flamand [par les cultes et convictions philosophiques] le 27 septembre 2013 et reconfirmé le 28 janvier 2016.

3. Radio et télévision

Il arrive régulièrement que les convictions philosophiques ne se reconnaissent plus dans l'offre actuelle de programmes radiophoniques et télévisés sur des thèmes philosophiques et religieux. Ceci soit du fait de l'occultation de la conviction philosophique, soit parce qu'on insiste trop sur certains aspects. Il convient donc que les convictions philosophiques puissent à nouveau se présenter elles-mêmes de manière suffisante.

Pour le Culte catholique-romain :

Jozef Cardinal De Kesel,
Archevêque de Malines-Bruxelles,
Président de la Conférence des évêques de Belgique

Pour le Culte protestant évangélique:

ds. Steven Fuite,
Président de l'Eglise Protestante Unie en Belgique

dr. Geert W. Lorein,
Président du Synode Fédéral des Eglises Protestantes et Evangéliques en Belgique

Pour le Culte israélite :

Mr. Philippe Markiewicz,
Président du Consistoire Central Israélite de Belgique

Pour le Culte anglican:

Canon prof. Jack McDonald,

Président du Comité Central du Culte anglican

Pour le Culte islamique:

Mehmet Üstün,
Président de l'Exécutif des Musulmans de Belgique

Pour le Culte orthodoxe:

Mgr. Athenagoras Peckstadt,
Métropolitte de Belgique pour le Patriarcat Oecuménique de Constantinople

Pour la laïcité :

Prof. Freddy Mortier, Président de deMens.nu